

Le Colloque étudiants et jeunes diplômés : à l'an prochain

Le Colloque étudiants et jeunes diplômés, qui a eu lieu le 16 avril dernier au CEETUM avait deux objectifs. Le premier était de donner l'occasion aux étudiants et jeunes diplômés qui travaillent dans le champ de l'ethnicité et des domaines connexes à ces questions d'exposer leurs recherches. Le deuxième était de dynamiser les réseaux de connaissance des étudiants et chercheurs affiliés à notre Centre. Le colloque était présidé par Jean Renaud, directeur du Centre et organisé par Marguerite Cognet, stagiaire post-doctorale au Groupe de recherche ethnicité et société (GRES), avec l'aide de Michel Ledoux, agent de recherche au Centre.

La journée a donné lieu à 22 communications d'étudiants et jeunes chercheurs provenant de 6 disciplines. Le colloque a débuté par une séance plénière sur les *Concepts et théories*

de l'ethnicité, avec des présentations d'Elke Winter et de Pierre Ulysse de l'Université de Montréal. Le reste de la journée a été divisé en séances parallèles : politique et droits des communautés; rencontre des cultures; accès à l'emploi des immigrants; ethnicité et santé; mobilité résidentielle des groupes ethniques; les minorités dans l'espace public. Il est impossible de nommer ici tous les participants, mais le programme du colloque et le résumé des présentations sont disponibles sur le site web du Centre (www.ceetum.umontreal.ca).

Grâce aux participants, qui ont présenté des communications de grande qualité, et à l'organisation impeccable de Marguerite Cognet, le colloque s'est avéré un grand succès. Au cours de la séance de clôture, M. Renaud a d'ailleurs annoncé que l'événement sera repris l'an prochain.

Dépôt du rapport Proulx

Le rapport du Groupe de travail sur la place de la religion à l'école¹, communément appelé « rapport Proulx » du nom de son président, a été soumis au Ministre de l'Éducation du Québec le 29 mars dernier. Cet événement a un intérêt particulier pour notre Centre, car Jean-Pierre Proulx est membre du CEETUM et du Groupe de recherche sur l'ethnicité et l'adaptation au pluralisme en éducation (GREAPE). Il est aussi professeur à la Faculté des sciences de l'éducation (FSE) de l'Université de Montréal.

Les enjeux soulevés par le rapport ont été débattus le 9 avril dernier au cours d'un panel présidé par M. Proulx et co-organisé par le GREAPE à la FSE. Louise Laurin, de la Coalition pour la déconfessionnalisation du système scolaire, Jean-François Roussel de la Facul-

té de théologie et Félix Méloul, de l'Association des écoles juives ont participé au débat.

Le rapport, qui a déjà fait couler beaucoup d'encre dans les médias, recommande que le système éducatif du Québec soit « fondé sans équivoque sur le respect de ces droits fondamentaux que sont l'égalité de tous et la liberté de conscience et de religion ». Le Groupe juge que la division du système scolaire en secteurs catholique et protestant ne reflète plus la réalité québécoise, caractérisée par la pluralité religieuse. Il propose un réaménagement complet de la place de la religion au sein de l'école québécoise dans la nouvelle perspective de la « laïcité ouverte », perspective qui reconnaît la dimension spirituelle de la personne.

Stagiaires 1998-1999 au CEETUM

Les groupes de recherche associés au CEETUM reçoivent deux stagiaires durant l'année 1998-1999, outre ceux qui sont déjà présents. Le Groupe de recherche ethnicité et société (GRES) accueille Virginie Milliot de l'Université Lumière (Lyon), en tant que stagiaire post-doctorale. Sous la direction de François Laplantine, elle a obtenu en 1997 un doctorat en sociologie et sciences humaines pour une thèse sur « Les fleurs sauvages de la ville et de l'art : analyse anthropologique de l'émergence et de la sédimentation du mouvement Hip Hop lyonnais ».

Le Groupe de recherche sur l'ethnicité et l'adaptation au pluralisme en éducation (GREAPE) reçoit Janie Pelabay, qui effectue un stage doctoral à titre de récipiendaire de la bourse du Gouvernement du Canada/Conseil international d'études canadiennes. Elle poursuit des recherches en vue de l'obtention du doctorat en philosophie morale et politique. Sous la direction d'Alain Renaut, elle rédige une thèse ayant pour thème : « Des droits individuels aux droits collectifs : les transformations contemporaines du libéralisme ».

Les principales recommandations du groupe de travail concernent l'instauration d'un système scolaire laïque, l'abrogation des statuts confessionnels des écoles, et le remplacement de l'enseignement religieux catholique et protestant par un enseignement culturel des religions. Le groupe recommande aussi que toute école le désirant se dote, à même les fonds publics, « d'un service commun d'animation de la vie religieuse et spirituelle pour les élèves des différentes confessions présentes dans l'école ». La rapport est disponible sur le site du MEQ (www.meq.gouv.qc.ca).

(1) *Laïcité et religions. Perspectives nouvelles pour l'école québécoise*. Gouvernement du Québec, Ministère de l'Éducation, 1999.

Les chercheurs du CEETUM maintiennent leur présence au sein d'Immigration et métropoles

En plus des recherches déjà en cours, l'année 1998-1999 a vu naître plusieurs nouveaux projets de la part de nos chercheurs dans le cadre d'*Immigration et Métropoles*, ce consortium de recherche impliquant principalement des chercheurs du CEETUM et des groupes de l'INRS-Urbanisation et de l'Université McGill. Nos chercheurs sont impliqués dans de nouveaux projets dans les volets *Impacts démo-économiques de l'immigration et intégration au marché du travail* (volet 1), *Éducation et formation* (volet 3) et *Citoyenneté, culture et climat social* (volet 6). Voici quelques-unes de ces recherches.

Dans le volet 1, Jean Renaud, directeur du CEETUM, mène un projet sur l'impact des ONG sur l'accès à l'emploi et sur l'insertion des revendicateurs régularisés du statut de réfugié. Il bénéficie de l'aide de Jean-François Godin (en M.Sc. sociologie). L'objectif principal est d'étudier si la probabilité, pour un revendicateur du statut de réfugié, de se trouver un emploi est accrue suite à un contact avec un ONG, notamment les Centres d'orientation et de formation des immigrants (COFI). Il vise aussi à évaluer l'impact des cours de langue suivis dans l'ONG et de l'aide à la recherche d'emploi. Ce projet s'inscrit dans la continuité des recherches que M. Renaud mène depuis plusieurs années sur l'intégration économique des nouveaux arrivants.

Pour sa part, Christopher McAll, directeur du Programme de recherche sur le racisme et la discrimination (PRRD), poursuit des recherches sur le rôle joué par les organismes communautaires dans la francisation des immigrants. L'objectif du projet est de mieux comprendre le rôle des organismes communautaires dans le cadre du dispositif global d'apprentissage de la langue, et de dégager les conditions d'efficacité de leur intervention en la matière (autonomie, flexibilité, importance du soutien financier et pédagogique, etc.).

Toujours dans le volet 1, Marie-Thérèse Chicha, professeure à l'École de relations industrielles, mène une étude sur la dynamique des programmes d'accès à l'égalité (PAE) et de l'insertion des travailleurs des minorités visibles dans les entreprises. L'étu-

de approfondie de la dynamique des PAE s'est faite à partir d'un échantillon d'entreprises sélectionnées, afin de déterminer celles qui ont effectivement progressé en matière d'insertion des travailleurs issus des minorités visibles et celles qui n'ont pu le faire.

Finalement, Sylvie Paré, agente de recherche à la Chaire en relations ethniques et Danielle Juteau, la titulaire de la CRE, ont réalisé un portrait des usages linguistiques en milieu de travail des entrepreneurs immigrants et natifs de la deuxième ou troisième génération. L'objectif de ce projet était, entre autres, de tracer le portrait des usages linguistiques des

entrepreneurs ethniques en milieu d'entreprise à l'aide d'une enquête sur l'entrepreneuriat ethnique réalisée en 1993-1994.

Dans le volet 3, Marie McAndrew est responsable d'un projet sur *l'éducation à la citoyenneté dans le cadre des programmes d'intégration linguistique destinés aux adultes nouveaux arrivants : une comparaison des programmes ESL au Canada anglais et du programme québécois d'intégration linguistique des immigrants*.

Voir *Les chercheurs*, p. 5

LE MOT DE LA CHAIRE

Le rôle des agents immobiliers dans la ségrégation résidentielle ethnique

Par Sylvie Paré

Danielle Juteau, titulaire de la Chaire en relations ethniques, cède la plume à l'une des nouvelles diplômées du programme de doctorat en sociologie, Sylvie Paré, agente de recherche à la Chaire. Elle a soutenu une thèse portant sur le rôle des agents immobiliers dans la production de l'espace résidentiel ethnique.

Réfléchir au phénomène de la ségrégation résidentielle ethnique dans les années 1990 pose de nouveaux défis. Entre autres, celui de regarder d'une manière différente et novatrice le rôle dynamique des acteurs sociaux dans le processus de cohabitation ethnique. Je voulais interroger un fait social connu et documenté, mais encore peu étudié selon l'acteur social. L'agent immobilier m'est apparu comme un bon choix parmi les acteurs sociaux de la ségrégation résidentielle ethnique pour formuler mes interrogations. Quelles sont les pratiques de cet acteur social face à sa clientèle ? Quelle est la nature de ses rapports avec la clientèle ? Quelle sont ses préférences ? Quelles sont les valeurs transmises lors de ses transactions immobilières ?

La recherche a tenté de répondre à ces questions par le truchement de l'analyse des données d'une enquête exploratoire auprès de cinquante agents immobiliers et de quelques entrevues en profondeur. Le territoire couvert par l'enquête s'est limité à l'Île de Montréal, excluant le *West-Island*. Trois mécanismes précis du processus ont fait l'objet d'un examen particulier en relation avec la variable de l'appartenance ethnique de l'agent: le choix de l'agent par le client, l'accès à la transaction immobilière et le pilotage de la clientèle dans l'espace géographique. Les données de l'enquête et l'analyse des entrevues ont mené aux constats suivants.

1) Selon les agents immobiliers des groupes majoritaires (dans cette étude, les groupes qui sont nés au pays, d'origines française ou britannique) ou minoritaires (les groupes nés au pays des autres origines ou nés dans un autre pays), la clientèle recherche un membre de son groupe ethnique pour être accompagnée dans l'achat ou la vente d'une propriété. Cette tendance à l'appariement agent-client atteint les 92 % de l'ensemble des agents consultés. «*Le groupe de même ethnité donne plus de service*», disait l'un des agents immobiliers lors d'une entrevue. Ceci n'exclut pas qu'on fasse aussi des affaires avec des personnes en dehors du groupe ethnique. À cet égard, l'étude montre des différences significatives entre les situations décrites par les agents immobiliers des groupes majoritaires comparativement à ceux des groupes minoritaires. La clientèle de ces derniers requiert plus souvent des services immobiliers hors du groupe ethnique. Ce fait serait lié à la disponibilité intra-ethnique du service.

Voir *Mot de la Chaire*, p. 5



Michel PAGÉ

Usage des langues dans les services de l'État québécois

Conseil de la langue française, 1998
ISBN 2-550-33514-7

Deux sujets étroitement liés sont examinés dans ce document : 1) l'aménagement des mesures linguistiques d'exception permettant l'usage d'autres langues que le français ou l'anglais dans certains services publics au bénéfice des résidents et citoyens qui ne maîtrisent pas suffisamment la langue officielle et l'anglais ; 2) la possibilité dont bénéficient les immigrants et les nouveaux citoyens de se prévaloir des services qui sont offerts en anglais à la communauté d'expression anglaise du Québec.

L'auteur élabore des principes directeurs à la lumière desquels les pratiques d'usage linguistique d'exception sont examinées. Cet examen consiste d'abord à établir clairement les principes auxquels il faut se conformer dans l'application de la politique linguistique faisant du français la langue commune de la société québécoise, particulièrement dans les services de l'État québécois à sa population. Le regard est dirigé tout spécialement sur les principes qui justifient les exceptions faites à la politique dans les services aux personnes pour qui le français n'est pas la langue de communication.

Deirdre MEINTEL

Marguerite COGNET

Annick LENOIR-ACHDJIAN

Pratiques professionnelles et relations interethniques dans le travail des auxiliaires familiaux

Publications du CRF, CLSC Côte-des-Neiges, Montréal, 1999

Cette étude s'appuie sur l'analyse d'un corpus de données recueillies en plusieurs étapes, comportant à la fois des études de documents, des entretiens et des observations participantes. Elle a pour objet d'explorer les pratiques professionnelles des auxiliaires familiaux et la pertinence de facteurs liés à l'ethnicité dans le cadre de leur travail. On trouve trois types de trajectoires pour les auxiliaires : migrants et déjà formés hors du Québec, migrants et formés au Québec et non-migrants formés au Québec. Les auteures décrivent le travail des auxiliaires et analysent l'influence de l'ethnicité sur les relations de travail, et

en quoi l'ethnicité peut être un facteur de proximité ou de distance dans la relation avec le client.

Ce document sera lancé à l'occasion d'un colloque organisé par le CLSC Côte-des-Neiges le 7 juin. Il sera ensuite disponible sur demande au CLSC.

Danielle JUTEAU

Marie McANDREW

Linda PIETRANTONIO

Multiculturalism à la Canadian and Intégration à la Québécoise.

Transcending their Limits

Dans Bauböck, R. et Rundell, J. (éds.)

Blurred Boundaries : Migration,

Ethnicity, Citizenship

Ashgate, England, 1998

Dans le cadre d'un débat public qui concerne les enjeux normatifs relatifs à l'intégration des populations minoritaires, le multiculturalisme « à la canadienne » est souvent opposé à l'intégration « à la québécoise ». Cette opposition réduit abusivement la complexité des enjeux relatifs aux rapports entre majoritaires et minoritaires. Qui plus est, ces deux notions sont moins divergentes qu'on ne le pense généralement. Selon les auteures, les nouvelles critiques adressées aux deux modèles tendent à cacher un rejet du pluralisme normatif, une idéologie selon laquelle le pluralisme culturel est souhaitable.

Les auteures analysent le contexte historique qui a donné naissance au multiculturalisme en tant qu'idéologie et en tant que politique et présentent une vue d'ensemble de son développement depuis 1971. Cette analyse est suivie d'une comparaison entre le multiculturalisme « à la canadienne » et l'intégration « à la québécoise ». Finalement, les auteures se questionnent quant à l'à-propos de l'opposition entre ces deux notions et sur la pertinence des critiques.

Philippe ANTOINE

Dieudonné OUEDRAOGO

Victor PICHÉ (éds)

Trois générations de citoyens au Sahel.

Trente ans d'histoire sociale à Dakar et à Bamako

L'Harmattan, Montréal, 1998

La crise que traverse la plupart des pays africains depuis la fin des années 1970 a de nombreuses répercussions sur les

conditions de vie des populations, en particulier urbaines : chômage, baisse des revenus, dégradation de l'habitat et des équipements, etc. Cette crise affecte notamment les processus d'insertion à Dakar (Sénégal) et à Bamako (Mali). En effet, l'insertion urbaine constitue un enjeu majeur pour toutes les personnes qui résident en ville, qu'elles soient migrantes ou natives, jeunes ou moins jeunes. Cet enjeu tourne autour de trois dimensions qui sont au cœur de la dynamique urbaine, à savoir accéder à un emploi, constituer une famille et trouver un logement.

Emploi, mariage et logement sont étudiés, tout au long de l'ouvrage, à l'aide de données biographiques collectées dans les deux capitales. Ce travail comparatif met en évidence les changements qui s'opèrent au cours du temps pour trois générations de citoyens. Depuis les années 1960, jusqu'au début des années 1990, cette synthèse retrace ainsi plus de trente ans d'évolution des comportements sociaux à Dakar et à Bamako.

Philippe BATAILLE

Marie McANDREW

Maryse POTVIN

Racisme et antiracisme au Québec : analyse et approches nouvelles

Cahiers de recherche sociologique

no 31, décembre 1998, p. 117-145.

Cet article dégage quelques éléments d'un diagnostic du racisme au Québec dans plusieurs secteurs de la vie sociale à partir de la littérature québécoise sur cette question. Il s'interroge également sur le degré d'efficacité des mesures institutionnelles de lutte au racisme et propose des pistes d'action susceptibles d'orienter leur devenir. Ces deux moments de l'analyse, constat et proposition de lutte au racisme, sont reliés par une hypothèse. À partir de l'analyse sociologique récente du phénomène dans divers contextes, les auteurs supposent en effet que le racisme traverse une importante période d'adaptation à la modernité démocratique et que les institutions qui auraient jusqu'ici réussi à endiguer le racisme ne disposeraient plus dorénavant d'une bonne perception de ses enjeux réels. Cette mutation du racisme rend plus complexe la recherche de moyens efficaces pour en contrôler les effets. Les auteurs proposent donc dans la dernière partie de ce texte une approche antiraciste élargie, qui s'impose d'autant



plus qu'elle constitue un des éléments les plus faibles des politiques qui se sont succédées en matière de relations intercommunautaires et civiques.

Isabelle SCHULTE-TENCKOFF

Reassessing the Paradigm of Domestication : The Problematic of Indigenous Treaties

Dans *Review of Constitutional Studies*, Volume 4, Number 2, 1998

Les efforts entrepris par les peuples autochtones pour faire reconnaître leur vision des traités est à l'origine de conflits fréquents avec la partie étatique, que ce soit au Canada ou ailleurs. Dans cet article, l'auteure questionne les pré-supposés primitivistes régissant la jurisprudence moderne en matière de traités, qui contribuent en fait à asseoir la prépondérance de l'interprétation étatique. Elle étudie d'abord le point de vue

orthodoxe sur les relations entre puissances européennes et peuples autochtones. L'analyse est centrée sur le processus d'internalisation par lequel les États ont cherché à saper la position des peuples autochtones en tant que peuples, en négligeant ou en modifiant unilatéralement les dispositions de traités existants. L'auteure montre aussi qu'en définissant les droits des peuples autochtones en termes culturalistes, on réduit les peuples autochtones à des minorités. En revanche, si l'on fait dériver la reconnaissance de droits d'une relation entre entités souveraines, on place la question des peuples autochtones à un autre niveau. L'enjeu de cette dichotomie ressort clairement d'une comparaison entre des initiatives nationales, comme les travaux de la Commission royale sur les peuples autochtones, et celles lancées sur le plan international, comme l'étude de l'ONU sur les traités entre peuples autochtones et États.

Deirdre MEINTEL

Récits d'exil et mémoire sociale de réfugiés

Dans F. Laplantine, J. Lévy, J.B. Martin, A. Nouss (éds.)

Récit et connaissances

Lyon, Presses universitaires, 1998

Les migrations politiques ont des implications à long terme sur les familles et les individus. La mémoire sociale, telle que transmise dans le contexte familial, prend des formes particulières dans le cas des migrations politiques. Ainsi les caractéristiques spécifiques des narratifs de réfugiés (le terme réfugié est utilisé dans son sens large, plutôt que dans un sens administratif pour désigner les migrations politiques) ont des conséquences jusqu'à la seconde génération en ce qui a trait à l'identité, l'imaginaire et le rapport avec le pays d'origine.

Le Centre d'études ethniques accueille la *Société canadienne d'études ethniques* dans ses locaux depuis l'automne 1995.

Ce mandat d'accueil se terminera en mars 2000, suite au XVe Congrès biennal à Toronto.

Nous vous invitons à soumettre des propositions en vue de cet événement d'envergure, qui rassemblera des centaines de spécialistes du domaine des études ethniques du Canada et d'ailleurs.

Appel de communications
SOCIÉTÉ CANADIENNE D'ÉTUDES ETHNIQUES

Quinzième congrès biennal, du 25 au 27 mars 2000, Toronto

*Ethnicité et droits de la personne à l'aube du millénaire :
identité, communauté et nation*

Nous encourageons particulièrement (mais non exclusivement) les soumissions portant sur le thème principal (ci-dessus) ainsi que sur les sous-thèmes suivants :

- ✓ Les nouvelles diasporas
- ✓ Les droits identitaires
- ✓ Les défis posés par l'ethnicité à la gestion de l'État
- ✓ La redéfinition des institutions
- ✓ Le concept de communauté à l'aube du millénaire



- ✓ Dans la mesure du possible, les présentations devraient intégrer une perspective liée au genre.
- ✓ Il est possible de proposer des présentations individuelles, d'organiser des séances complètes avec plusieurs présentations, des panels et des ateliers.
- ✓ Dans tous les cas, il faut soumettre un résumé de 250 mots par présentation.
- ✓ Les propositions feront l'objet d'une approbation par un comité scientifique.

Veillez adresser toutes vos propositions
AVANT LE 30 JUIN 1999 à :
SCEE 2000 Secretariat
c/o Multicultural History Society of Ontario
43, Queen's Park Crescent East
Toronto, Ontario M5S 2C3
Tél.: (416) 979-2973 Fax: (416) 979-7947
Courriel : mhso.mail@utoronto.ca

Les chercheurs

(suite de la page 2)

Le projet vise trois objectifs : 1) identifier les éléments liés à l'éducation à la citoyenneté dans les programmes de francisation des immigrants développés par le Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration du Québec et analyser quelles conceptions de la citoyenneté s'en dégagent; 2) réaliser une enquête auprès de divers informateurs-clés pour cerner jusqu'à quel point ces orientations sont concrétisées sur le terrain; et 3) contraster l'ensemble de ces données avec les résultats d'une enquête qui porte sur ces mêmes enjeux au sein des programmes ESL au Canada anglais.

Dans le volet 6, Danielle Juteau rédige un *Bilan interdisciplinaire sur les enjeux de la citoyenneté*. Ce bilan vient consolider les réflexions apportées depuis trois ans par Mme Juteau et

Tendances sociales

Le *Projet sur les tendances du Conseil de recherches en sciences humaines et du Secrétariat de la recherche sur les politiques* du Gouvernement du Canada vise à identifier les grandes tendances de changement dans la société canadienne. Dans le cadre du projet, Danielle Juteau est responsable d'une équipe de cinq universitaires chargée d'examiner la question de la différenciation sociale. L'équipe analyse la dynamique de la différenciation sociale et de la fragmentation et les liens entre les catégories sociales et les déséquilibres économiques, politiques, sociaux et culturels. Les chercheurs étudient les rapports entre les femmes et les hommes, les Autochtones et les non-Autochtones, les jeunes et les personnes d'âge moyen et les habitants des villes et des régions rurales. En tant que chef d'équipe, Mme Juteau aura pour mission de préparer une synthèse des travaux de l'équipe.

Le 15 mai, le CEETUM a accueilli l'équipe pour un séminaire. Les cinq documents ont été présentés par leurs auteurs :

David Cheal, University of Winnipeg
Finding a Niche: Age-Related Differentiations Within the Working-Age Population.

Peter Li, University of Saskatchewan
Visible Minorities in Canadian Society : Challenges of Racial Diversity.

Chris Southcott, Lakehead University
Spatially-Based Social Differentiation in Canada's Future: Trends in Urban/Non-Urban Differences in the Next Decade.

Leah Vosko, McMaster University
Gender Differentiation and the Standard/Non-Standard Employment Distinction in Canada, 1945 to the Present.

Terry Wotherspoon, University of Saskatchewan
Aboriginal/Non-Aboriginal Dimensions of Social Differentiation, Inclusion and Exclusion in Canada.

les trois autres chercheurs impliqués dans le projet d'ensemble soit Daniel Weinstock, Patrick Glenn et Jérôme Black, sur les différents sens normatifs, juridiques, politiques et sociaux de la citoyenneté, ainsi que sur les divers enjeux liés aux pratiques sociales d'inclusion et d'exclusion relatives à ces dimensions. Le bilan interdisciplinaire fera ainsi l'intégration des différents éclairages approfondis apportés par chacune des perspectives disciplinaires que sont la philosophie, le droit, la science politique et la sociologie, en dégagant les principaux enjeux en lien avec les débats actuels entourant la notion de citoyenneté.

LE MOT DE LA CHAIRE

(suite de la page 2)

2) En termes d'accès à la transaction immobilière, 38 % des agents immobiliers s'adonnent au traitement différentiel de la clientèle en fonction notamment de l'appartenance ethnique. Ce phénomène se produit plus souvent chez les agents immobiliers des groupes majoritaires envers divers groupes. Lors d'une entrevue, un des agents mentionnait: «*Il existe des préjugés défavorables envers certains groupes ethniques dus en partie à une certaine différence de mœurs. Pour ma part...*» ajoutait-il, «*...c'est plus facile de m'entendre avec des latins que des Asiatiques ou des Arabes.*»

Mais le traitement différentiel ne serait pas unidirectionnel. Il se manifesterait aussi dans le sens d'une ouverture à son propre groupe, concurrentiel parfois à une fermeture aux autres. C'est le cas de certains agents qui accordent un traitement plus favorable aux membres de leur groupe.

3) Un autre mécanisme ouvrait une nouvelle perspective sur les relations sociales entre les agents et les clients. Certains agents s'adonnent au pilotage de clientèles particulières vers des quartiers qui leur «*conviennent*». Une partie de ce processus serait attribuable à la compatibilité ethnique, soit pour 10 % des agents immobiliers. La transparence de certaines des remarques montre la place du pilotage ethnique parmi les facteurs qui interviennent dans l'analyse de l'agent. En voici un exemple: «*La proximité du travail, la qualité des services, en plus d'être un secteur très québécois* », mentionnait l'un des agents interviewés qui combinait à d'autres critères classiques de choix d'établissement résidentiel, celui de l'appartenance ethnique.

Dans une certaine mesure, ces acteurs sociaux retiendraient les meilleures possibilités d'affaires afin de réaliser le plus rapidement possible les transactions immobilières. La clientèle «*à risque*» verrait ainsi réduit son accès au marché de l'habitation. Les entrevues en profondeur ont révélé certaines faces cachées de ce type de relation agent-client. L'analyse des perceptions transmises par les agents montre le jeu des préjugés favorables ou défavorables, qui modèleraient les attitudes et comportements ayant cours dans la relation avec la clientèle.

C'est donc une trame assez complexe qu'a dévoilée progressivement cette recherche. La contribution des agents immobiliers au phénomène de ségrégation résidentielle ethnique ne constituerait qu'une partie du processus puisqu'ils ne sont pas les seuls acteurs du champ de l'immobilier. Les vendeurs et acheteurs d'habitation, les prêteurs hypothécaires, les notaires et assureurs participeraient eux aussi activement à sa production. Enfin, l'impact de l'agent serait plutôt mitigé car il agirait comme une courroie de transmission des valeurs et des choix portés par la clientèle.

D'autres avenues de recherche sur le système de production de la différenciation sociale dans l'espace géographique méritent d'être explorées et des études complémentaires devraient être envisagées afin de combler les vides que ce champ de recherche laisse aux chercheurs.

Paré, Sylvie (1998). *Le rôle des agents immobiliers dans la ségrégation résidentielle ethnique : processus et mécanismes de production*. Thèse de doctorat en sociologie, Université de Montréal.

NOUVEAUX CHANTIERS

La pluriethnicité à Montréal: nouvelle francophonie et rapports interethniques

Le *Groupe de recherche Ethnicité et Société* (GRES), dont la coordonnatrice est Deirdre Meintel (anthropologie, UdeM), vient d'obtenir une subvention du Conseil de recherche en sciences humaines (CRSHC) pour son programme de recherche : *La pluriethnicité à Montréal : nouvelle francophonie et rapports interethniques* (1999-2002). Jean Renaud, Victor Piché, Danielle Juteau et Gladys Symons sont les autres chercheurs impliqués dans ce programme.

Le programme est centré sur la pluriethnicité montréalaise depuis la francisation de la vie publique (loi 101, 1977). Il privilégie comme objet les rapports interethniques, et s'inscrit en continuité avec l'étude de quartier Côte-des-Neiges à Montréal (Meintel, Juteau, Piché et Fortin éditeurs, 1997). Abordée comme phénomène dynamique et relationnel, l'ethnicité est vue comme traversant l'ensemble de la société. Le programme vise à développer des modèles plus adéquats pour saisir la pluriethnicité montréalaise, compte tenu de l'importance d'une nouvelle francophonie d'origines diverses, au-delà des catégories bi-ethniques (anglophone, francophone; autrefois, catholique, protestant) et des schémas axés sur l'assimilation.

Toutefois, les appartenances à cette francophonie ainsi que les frontières ethniques qui opèrent à l'intérieur et à l'extérieur de cette catégorie restent à découvrir. Les liens entre langue et identité doivent être étudiés et analysés.

Les chercheurs abordent la pluriethnicité montréalaise par le biais de trois volets : 1) *Flux migratoires et insertion économique des immigrants et minorités*, soit les migrations du système-monde, et plus particulièrement le contexte montréalais contemporain; 2) *État, organisation et idéologies*, qui traite notamment de la manière dont se structurent les relations entre les organisations étatiques et non étatiques et les immigrants et groupes ethniques; et 3) *Culture et pratiques sociales*, à savoir les processus liés à la transformation de la vie sociale au niveau du quotidien, des identités et des normes culturelles.

Les approches macrosociales et microsociales, quantitatives et qualitatives s'articulent pour construire une vue synthétique de la pluriethnicité montréalaise sur les plans des collectivités et des institutions, des individus et des rapports informels dans la vie quotidienne.

Si non réclamé, retourner à : CEETUM,
Université de Montréal, CP 6128, succursale Centre-ville
Montréal (Québec), H3C 3J7

Qui fait quoi ?

Comité de rédaction du bulletin

Michel Ledoux, Jean Renaud, Myriame El Yamani, Jean-Pierre Proulx

Directeur du *Centre d'études ethniques (CEETUM)*: Jean Renaud

Titulaire de la *Chaire en relations ethniques (CRE)* : Danielle Juteau

Directeur du *Centre de langues patrimoniales (CLP)* : Michel D. Laurier

Directeur du *Programme de recherche sur le racisme et la discrimination (PRRD)* : Christopher McAll

Coordonnatrice du *Groupe de recherche sur l'ethnicité et l'adaptation au pluralisme en éducation (GREAPE)* : Marie McAndrew

Coordonnatrice du *Groupe de recherche ethnicité et société (GRES)* :
Deirdre Meintel

Directrice d'*Immigration et métropoles* : Marie McAndrew

Présidente de la *Société canadienne d'études ethniques (SCEE)* :
Marie McAndrew

Comment nous rejoindre

Centre d'études ethniques,
Université de Montréal, C.P. 6128, succursale Centre-ville
Montréal (Québec), H3C 3J7
Téléphone : (514) 343-7244
Télécopieur : (514) 343-7078
Courriel : cee@ere.umontreal.ca
www.ceetum.umontreal.ca